

**Déclaration de politique étrangère
du ministre des Affaires Etrangères Jonas Gahr Støre
au Storting le 13 février 2007**

Monsieur le Président,

Ce sont parfois certaines images qui évoquent le mieux les évolutions de notre époque.

Lorsque j'ai fait mon service militaire dans la Marine de 1979 à 1981, nous étions en pleine guerre froide. Je me souviens de deux épisodes qui m'ont particulièrement marqué. L'un était l'invasion soviétique en Afghanistan. L'autre, la tension croissante suscitée par les grèves des chantiers navals polonais au bord de la mer Baltique. Je me rappelle que la Marine norvégienne avait été placée en état d'alerte renforcée.

Aujourd'hui, l'Union soviétique appartient au passé. Dans le nord, la coopération est désormais de mise dans les domaines les plus variés : énergie, pêche, environnement, changements climatiques, industrie, recherche et éducation, tourisme, infrastructures, agriculture arctique, culture, santé et justice. De nouvelles opportunités se présentent, mais aussi de nouveaux défis qui exigent une combinaison équilibrée de fermeté, de continuité et d'innovation.

Le chemin parcouru par la Pologne illustre la transformation de l'Europe. La Pologne, aujourd'hui membre de l'OTAN et de l'UE, est l'un de nos partenaires au sein de l'Espace économique européen. Les fils et les filles de ceux qui travaillaient hier sur les chantiers navals polonais constituent aujourd'hui une main d'œuvre très prisée en Norvège.

Et l'OTAN, qui avait été créée pour préserver la sécurité transatlantique pendant la guerre froide, est actuellement engagée dans sa plus lourde opération de tous les temps. Non pas en Europe, mais en Afghanistan.

L'occupation soviétique de l'Afghanistan a pris fin en 1989, peu de temps avant que l'Union soviétique ne devienne une page d'histoire. L'addition était trop élevée. Mais le peuple afghan allait continuer à subir des années de guerre civile et de souffrances. C'est sur ce terrain propice que les talibans ont pu prendre racine. C'est là que le 11 septembre a été planifié. Et, pour la première fois de son histoire, l'OTAN a invoqué l'article 5 de son traité, en vertu duquel une attaque armée contre un de ses membres est considérée comme une attaque dirigée contre tous les membres.

En Afghanistan, l'OTAN, ainsi que la communauté internationale tout entière, sont confrontées à plusieurs défis majeurs de notre époque : pauvreté, faiblesse des structures d'Etat et de l'économie nationale, groupes rebelles extrémistes, criminalité élevée. Autant de maux qui constituent une menace non seulement pour ce peuple fier et digne, doté d'une riche culture, mais aussi pour la sécurité de notre société.

Cette situation nous concerne donc directement.

Il est paradoxal que des conflits qui sévissent loin de nos frontières – que ce soit en Afghanistan, au Moyen-Orient, au Soudan ou en Somalie – affectent davantage nos propres sociétés que ne le firent pendant 40 ans les tensions de la guerre froide.

Si la guerre froide appartient à l'histoire, c'est avant tout parce que l'Est et l'Ouest, et en particulier Washington, ont choisi de privilégier le dialogue. Ce recours au dialogue, basé sur la fermeté et la force, y compris la force militaire, traduisait une politique d'engagement qui a permis l'ouverture vers la Chine, la conclusion d'accords de désarmement historiques et la démocratisation de l'Europe centrale et orientale. A bien des égards, l'Europe a d'ailleurs elle-même montré la voie, avec l'Ostpolitik de Willy Brandt dans les années 1960, puis avec l'établissement de la CSCE, devenue par la suite l'OSCE.

Il manque au monde d'aujourd'hui un ordre qui le définit. Les frontières ne sont plus impénétrables, et le concept de dissuasion a changé. La résolution des conflits exige désormais une panoplie de mesures diversifiées, à l'interaction complexe.

Pour maîtriser cette interaction, il convient de ne pas avoir une foi excessive dans l'efficacité des seuls moyens militaires et de renouer avec une politique d'engagement.

Je me concentrerai dans cette déclaration sur les défis liés respectivement à l'Afghanistan, au Moyen-Orient et au Grand Nord. Trois grands défis qui relient notre politique étrangère à de nouveaux domaines, tels que l'énergie et le changement climatique.

Un autre débat tout à l'heure nous permettra d'approfondir le sujet de l'Espace économique européen et des relations de la Norvège avec l'Europe. Ici, j'aimerais juste souligner que nous sommes actuellement en cours de négociation sur l'élargissement de l'Espace économique européen. Le processus n'a pas encore abouti, mais nous espérons parvenir à un accord politique dans les meilleurs délais sur les questions en suspens. La Norvège tient en effet à contribuer à la création d'une Europe sûre et solidaire.

J'aimerais par ailleurs évoquer la lettre que les leaders des groupes parlementaires de l'opposition ont adressée au Premier ministre concernant l'avancement des travaux sur la directive relative aux services. Le délai de dépôt des avis sur le projet de texte a été fixé au 22 février prochain. Le gouvernement va établir un résumé des avis avant de présenter son analyse au Storting.

Quant aux négociations de l'OMC, rien de significatif ne s'est passé depuis notre débat dans cette salle avant Noël, en dehors de signaux politiques clairs émis en faveur d'une reprise des négociations. La Norvège est favorable à cette reprise et le gouvernement consultera les organes du Storting au fur et à mesure que la situation évoluera.

Monsieur le Président,

Lors de ma visite en Afghanistan en janvier, l'un des ministres de ce pays m'a dit que l'Afghanistan ne devait pas être perçu comme une société sortie d'un conflit. C'est une société qui a subi une catastrophe, et où les conflits n'ont toujours pas pris fin.

Nous devons aujourd'hui contribuer à jeter les bases de la réconciliation, de la paix et du développement en Afghanistan. Il s'agit de reconstruire ce pays pour qu'il ne soit plus un terrain du terrorisme et pour qu'il cesse d'exporter à l'autre bout de la terre d'énormes

quantités d'héroïne, véritables « armes de destruction massive » d'un genre nouveau pour nos propres sociétés.

C'est pour cela que l'Afghanistan est actuellement la zone prioritaire pour notre engagement militaire et l'un des principaux bénéficiaires de l'aide civile norvégienne. Une priorité que la Norvège partage avec l'OTAN, l'alliance pour notre propre sécurité, avec nos alliés et avec de nombreux partenaires, notamment nos voisins nordiques.

Il est de notre responsabilité à tous de garantir le succès de cette opération.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) doit améliorer sa stratégie pour pouvoir faire face à de nouvelles attaques à l'intérieur de l'Afghanistan. En même temps, il convient de redoubler d'efforts pour empêcher toute infiltration des zones frontalières entre l'Afghanistan et le Pakistan. Le gouvernement pakistanais doit mieux contrôler les groupes qui opèrent à partir de ces régions.

Ceci souligne que le conflit en Afghanistan, à côté de sa dimension internationale, a aussi une dimension régionale. Il est donc important que tous les pays de la région s'engagent de manière concrète – et c'est là un point que nous soulevons dans les entretiens bilatéraux. Il appartient cependant surtout aux Afghans eux-mêmes de nouer des relations étroites et équilibrées avec les autres pays de la région.

Les leaders afghans ont été très explicites en ce qui concerne l'aspect militaire de l'aide internationale : le plus important, ce n'est pas le nombre de soldats que la FIAS déploie en Afghanistan, mais ce que la communauté internationale peut faire pour entraîner et équiper les forces afghanes.

Le problème posé par les talibans et d'autres groupes rebelles doit, autant que possible, trouver une solution afghane. Or l'Armée nationale et la Police afghane ont besoin d'une formation plus complète. Plus rapidement les Afghans seront en mesure de résoudre ce problème et plus ces groupes pourront être combattus de manière efficace. Il est primordial que la population afghane voie que les autorités centrales et régionales sont capables d'assurer la sécurité et l'ordre public – c'est une condition nécessaire au développement.

La petite fille afghane Naoroz, dont les brûlures sont actuellement soignées par des spécialistes à l'hôpital de Haukeland, peut être considérée comme l'image de l'Afghanistan d'aujourd'hui et comme un symbole d'espoir. Son nom signifie en effet « jour nouveau ». Sans aide, elle n'aurait pas survécu. Notre assistance lui a permis de s'en sortir. Nous mettons en ce moment au point un projet pour prévenir ce genre d'accidents et renforcer les infrastructures sanitaires du pays. D'ici la fin du mois, Naoroz et son père retourneront dans la province de Faryab. Son avenir dépendra alors de l'aide de sa famille et de son village.

Il est essentiel que ceux qui souhaitent le bien de l'Afghanistan reconnaissent que l'option militaire ne peut être la principale solution pour relever les défis considérables auxquels ce pays est confronté. Et permettez-moi de souligner que c'est le personnel militaire sur le terrain qui, à tous les niveaux, met en avant cette perspective.

C'est aussi dans cette optique que le gouvernement avait décidé d'arrêter la participation de la Norvège à l'opération « Liberté immuable », chargée de lutter contre le terrorisme, pour

s'orienter plutôt vers une collaboration à la FIAS, dont le mandat est de promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement de l'Afghanistan.

Il est vain en effet de réprimer la résistance si aucune perspective de développement, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme ne s'offre à la population et s'il ne règne pas un climat de réconciliation. La population doit pouvoir espérer et constater des changements favorables et durables.

Autre élément tout aussi déterminant : ce que nous leur apportons par notre présence militaire et par nos efforts civils, notamment par le travail des ONG, les Afghans doivent pouvoir en assurer le relais dans le futur. Si nous échouons, la population locale pourrait en venir à se retourner contre les forces internationales et les considérer – nous considérer – comme des occupants et une source d'instabilité.

L'OTAN dispose des ressources et de la capacité militaires pour réussir. Il nous faut maintenant mobiliser les connaissances requises pour mener à bien la reconstruction.

La Norvège a derrière elle 50 années d'expérience en aide au développement. Nous savons à quel point il est essentiel que cette aide soit bien coordonnée, adaptée aux besoins locaux, et qu'elle favorise une appropriation locale et puisse être gérée par les bénéficiaires.

Peu d'autres régions illustrent mieux que l'Afghanistan combien la politique étrangère et de sécurité est transsectorielle. Les défis ne peuvent y être assumés seulement par l'OTAN. C'est la raison pour laquelle la Norvège a proposé que l'OTAN invite l'ONU, l'Union européenne, la Banque mondiale et d'autres institutions de premier plan à participer le mois dernier aux discussions de la réunion des ministres des Affaires Etrangères de l'OTAN.

On constate aujourd'hui un consensus bien plus grand qu'il y a quelques mois sur la nécessité de considérer les différentes mesures dans leurs relations les unes avec les autres, de parvenir à un meilleur équilibre entre les actions civiles et militaires et de renforcer et rendre plus efficaces les efforts civils.

Le sommet de l'OTAN à Riga a confirmé que cette voie était la bonne, et la réunion des ministres des Affaires étrangères de janvier ainsi que la réunion des ministres de la Défense à Séville, la semaine dernière, ont, l'une et l'autre, indiqué le chemin à suivre. On peut également se réjouir de ce que le ministre des Affaires étrangères américain se soit prononcé, lors de la réunion de l'OTAN en janvier dernier, en faveur d'une nouvelle stratégie pour l'Afghanistan, qui privilégie les efforts civils.

Cette attitude correspond à la position adoptée par la Norvège, reflet de débats antérieurs dans cette chambre et dans les organes du Storting, et qui s'est traduite dans les initiatives prises par la Norvège à l'OTAN et à l'ONU.

Les efforts de la communauté internationale en Afghanistan se présentent donc dans une perspective globalement différente par rapport au début de l'année, ce qui est encourageant.

Monsieur le Président,

Le gouvernement estime qu'une action internationale bien adaptée peut contribuer à l'instauration d'une paix stable et durable. La Norvège entend porter à quelque 450 millions

de NOK en 2007 son aide civile à l'Afghanistan, ce qui place ce pays au deuxième rang parmi les bénéficiaires de l'aide norvégienne au développement, après le Territoire palestinien.

La Norvège a envoyé un contingent de 550 femmes et hommes en Afghanistan, où ils travaillent dans des conditions difficiles. Nous sommes fiers de leurs efforts. Ces soldats et ces officiers motivés et qualifiés remplissent leur mission d'une manière professionnelle et bien réfléchie. Il faut y ajouter tous les Norvégiens qui travaillent pour des organisations humanitaires, dont le mandat est différent, et qui ne doivent donc pas être confondus avec le personnel militaire.

La Norvège poursuivra son engagement militaire en Afghanistan. Notre priorité reste centrée sur le nord du pays, et il nous paraît important que nos unités acquièrent de solides connaissances locales pour remplir leurs missions. En dehors de cela, nous n'avons pas imposé de limite à l'utilisation du contingent norvégien à Mazar-é Charif comme force d'intervention.

Il est essentiel que les institutions gouvernementales de Kaboul soient consolidées et réussissent à étendre leur influence. A partir du 1^{er} avril prochain, les Norvégiens prendront en charge la gestion de l'aéroport international de Kaboul, qui est à la fois la capitale et la porte d'entrée vers le pays.

Le défi sécuritaire en Afghanistan est réel. Les attaques des talibans au cours de l'été et l'automne derniers ont parfois eu de lourdes conséquences. Une présence militaire et une grande vigilance restent nécessaires dans tout le pays. L'activité des talibans et d'autres groupes rebelles risque en effet de perdurer et la résistance talibane de se manifester de nouveau une fois l'hiver passé, même si l'offensive de 2006 ne se répétera pas forcément. Mais la FIAS est bien préparée et équipée.

Le 5 février, le Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) a demandé à la Norvège une nouvelle contribution militaire sous la forme d'avions de transport Hercules (C-130), de chasseurs F-16 ou de forces spéciales.

Le gouvernement a examiné cette demande avec attention, en tenant compte de nos contributions existantes, de la situation sur le terrain, des objectifs fixés par la communauté internationale en termes d'assistance civile et de nos capacités actuelles.

Au vu de ces éléments, nous avons décidé d'accéder à la demande de l'OTAN en mettant à sa disposition des forces spéciales dans la région de Kaboul, où la FIAS manque de moyens. Cette contribution s'ajoutera donc à celle que nous fournissons dans le nord et à notre prochaine prise en charge de l'aéroport international de Kaboul, qui est le lien vital entre l'Afghanistan et le reste du monde.

La contribution de nos forces spéciales sera conforme à la demande de l'OTAN et jouera un rôle substantiel pour la défense de la capitale, le maintien de la stabilité et par conséquent la protection non seulement de la population civile mais aussi du gouvernement, des institutions publiques et des représentants de la communauté internationale. Elle permettra de consolider les efforts que la Norvège fournit par ailleurs à Kaboul – les efforts militaires, avec, entre autres, la responsabilité de l'exploitation de l'aéroport, et les efforts civils, notamment tous les éléments que j'ai déjà mentionnés.

L'unité norvégienne de forces spéciales à Kaboul permettra ainsi de faciliter et d'appuyer la stratégie globale et équilibrée qu'il est aujourd'hui impératif de définir. Cette unité sera stationnée dans la région de Kaboul et non dans le sud ou une autre région du pays. Dans notre réponse à l'OTAN, nous précisons bien que la contribution militaire de la Norvège en 2007 n'ira pas au-delà de ce qui a maintenant été annoncé.

Monsieur le Président,

Notre aide militaire doit être conçue de manière à favoriser des processus politiques, parmi lesquels le travail de réconciliation tient une place cruciale.

Le travail de réconciliation qui attend le gouvernement afghan nous paraît en effet décisif. Le Président Karzaï et les membres de son gouvernement ont souligné la nécessité de créer des liens beaucoup plus solides entre les institutions démocratiquement élues à Kaboul – essentiellement le président – et les structures plus traditionnelles de pouvoir dans les zones rurales. Nous nous efforcerons de faciliter ces efforts.

En coopération avec les autorités afghanes, nous élaborerons un vaste programme visant à promouvoir un recrutement à plus long terme dans l'administration publique. L'objectif est de réunir des étudiants de tout le pays, en particulier des provinces les plus désavantagées. Renforcer la position des femmes sera une priorité. Si nos efforts portent leurs fruits, nous aurons consolidé les liens entre Kaboul et le reste du pays, tout en édifiant une administration publique où les femmes puissent, à terme, participer pleinement.

Ce projet s'inscrit dans un vaste programme d'assistance norvégienne au développement des compétences et au renforcement de l'Etat. L'aide de la Norvège permettra à un institut pour fonctionnaires de mettre en place une formation rapidement. La Norvège est en outre le premier pays à collaborer à un projet de renforcement des compétences dans l'administration locale.

Nous nous apprêtons également à aider les autorités énergétiques à établir un cadre réglementaire pour le développement des ressources gazières du pays. Nous contribuons aussi au renforcement des forces de sécurité afghanes. La Norvège compte actuellement neuf conseillers de police et cinq conseillers juridiques dans le pays, et nous prévoyons d'augmenter leur nombre. Nous poursuivrons en outre nos efforts soutenus dans les domaines où nous sommes déjà très engagés, comme l'éducation et le développement rural.

Les moyens de l'ONU en Afghanistan sont aujourd'hui insuffisants pour que l'organisation puisse jouer un rôle de leader dans la coordination des efforts internationaux dans le pays. Nous souhaitons améliorer cette situation, notamment en renforçant la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) par plusieurs nouveaux postes dans le domaine humanitaire, en particulier dans les provinces.

Monsieur le Président,

Vous vous demandez peut-être pourquoi je donne autant de détails. C'est parce que la situation en Afghanistan revêt une importance cruciale et que les perspectives soulèvent des questions de principe. Et les moyens d'action ont manifestement une incidence sur d'autres domaines – sur la politique étrangère actuelle, et surtout sur notre capacité, et celle de nos alliés, à jouer un rôle constructif dans la résolution des conflits de notre époque.

Nos efforts illustrent la nécessité d'avoir également une démarche globale dans l'assistance à d'autres pays. Une bonne gouvernance, les droits de l'homme, la réconciliation, la réforme du secteur de sécurité, le développement des compétences et des capacités dans de multiples domaines, tels que l'éducation, la santé, l'emploi et les secours humanitaires : tous ces ingrédients sont nécessaires pour apporter une aide à des Etats fragiles.

Nous avons trop longtemps misé sur la seule efficacité de la force militaire. La priorité excessive donnée à ce levier peut conduire à en faire un usage prématuré, sans avoir auparavant envisagé d'autres moyens pour faire face aux nouveaux défis. C'est ce qu'illustre le désastre irakien.

Un changement doit progressivement intervenir, et l'ONU a un rôle clé à jouer dans cette perspective, en soulignant en particulier que tout emploi de la force militaire doit être conforme à la Charte des Nations Unies. Mais l'ONU doit aussi coordonner les autres aspects : recherche de solutions politiques, aide humanitaire et reconstruction. Dans ce contexte, le travail futur de la nouvelle Commission de consolidation de la paix sera crucial. La Norvège poursuivra ses efforts dans ce domaine.

Monsieur le Président,

Plusieurs particularités de la situation en Afghanistan se retrouvent dans d'autres zones de conflit critiques. La difficulté est de savoir comment il faut s'occuper de pays dont les structures étatiques sont extrêmement faibles – des sociétés où les groupes rebelles s'engagent dans ce qu'ils conçoivent comme une lutte contre le monde occidental et ses valeurs.

Nous constatons qu'une partie des conflits qui sévissent dans une vaste région s'attisent mutuellement et ont des répercussions néfastes. On peut discerner une zone continue de conflits interdépendants, qui s'étend de l'Afghanistan jusqu'à la Corne de l'Afrique avec l'immense désastre humanitaire du Darfour au Soudan, en passant par le Moyen-Orient. Disons de Kaboul à Khartoum.

La grande région du Moyen-Orient est marquée par ces conflits étroitement liés, par une tension croissante aux frontières ethniques et religieuses, et par la rivalité entre puissances régionales. Tout ceci souligne la nécessité d'une approche régionale, conjuguée à un vaste processus politique d'ouverture.

Ceux qui initient de tels processus politiques doivent recevoir notre soutien.

C'est dans ce contexte que le gouvernement apporte son soutien à l'accord conclu à La Mecque sur la formation d'un gouvernement d'union palestinien.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement encourage activement les efforts du président Abbas pour que le Hamas participe à la formation d'un gouvernement qui soit le reflet des normes fondamentales de coopération internationale et des principes établis par le Quartet : acceptation des accords passés, renonciation à la violence et reconnaissance de l'Etat d'Israël.

Par l'accord de La Mecque, le Hamas s'est engagé sans réserve à respecter les accords que l'OLP a conclus avec Israël au nom du peuple palestinien. Ces accords, qui comprennent les Accords d'Oslo, sont basés sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Palestiniens – en

fait sur une reconnaissance mutuelle – et sur le recours à la négociation plutôt qu'à la violence pour résoudre le problème de l'occupation israélienne.

Le gouvernement d'union n'est pas encore en place. Il reste à l'établir, à obtenir un accord définitif sur sa composition et à intégrer les principes convenus à La Mecque dans la plateforme de gouvernement. Mais nous souhaitons signaler que si tout ceci se réalise, cela ouvrira la voie à une normalisation des relations politiques et économiques avec l'Autorité palestinienne.

A notre avis, ce que le président Abbas a obtenu est le mieux que nous puissions espérer. L'alternative à une unité palestinienne est la guerre civile, la désintégration et une nouvelle vague d'extrémisme du côté palestinien. Ceci serait d'abord désastreux pour les Palestiniens, mais constituerait également une menace pour la sécurité d'Israël et un obstacle à la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens.

Ce fragile processus a maintenant besoin de soutien. Grâce à son expérience, à ses réseaux et parce qu'elle a accès à toutes les parties, la Norvège est en mesure d'apporter une contribution. C'est ce à quoi nous nous employons et que nous comptons poursuivre.

Le gouvernement tient à saluer tout particulièrement l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et la Ligue arabe pour le rôle qu'elles ont joué dans la formation d'un gouvernement d'union palestinien. Ces efforts conjoints de la région pour empêcher un effondrement total de la société palestinienne et la guerre civile traduisent un sens des responsabilités et une volonté de relever les défis politiques majeurs dans la région.

La communauté internationale doit maintenant poursuivre et consolider ce qui a été fait pour réinitier un processus de négociation entre Israël et les Palestiniens, susceptible d'aborder les questions liées au statut final, ce qui permettrait d'instaurer un Etat palestinien viable, à même de vivre aux côtés d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues par la communauté internationale.

En même temps, nous réitérons notre appel à Israël. Ce pays étant la partie la plus puissante, il doit faire preuve d'une réelle volonté de négociation. Les colonies illégales doivent cesser. Nous déplorons la construction du mur de séparation et nous exigeons qu'Israël restitue l'argent prélevé sur le commerce palestinien et facilite le passage des frontières.

Chaque conflit dans le monde est unique, tant par son origine que par sa nature. Mais au Moyen-Orient, les conflits sont aujourd'hui plus étroitement imbriqués qu'ils ne l'ont été depuis longtemps : conflits israélo-palestinien, israélo-syrien, israélo-libanais, et fragile équilibre politique au Liban. Sans compter le rôle croissant de l'Iran comme puissance régionale. C'est la raison pour laquelle nous devons préserver l'idée d'une conférence de paix régionale. Les parties doivent participer au processus et assumer leur part de responsabilité. Nous continuerons de nous appuyer sur le résultat de la Conférence Madrid + 15 le mois dernier, qui faisait suite à l'initiative de la Norvège et de l'Espagne pour commémorer le 15^{ème} anniversaire de la Conférence de paix de Madrid.

Le danger principal au Moyen-Orient vient aujourd'hui de l'Irak. Il existe un risque substantiel que la situation dans ce pays déclenche d'autres conflits dans les régions voisines. Un effondrement de l'Irak pourrait créer un vide dangereux et conduire de manière imprévisible des puissances régionales à intervenir. La solution doit venir de l'Irak. Mais elle

doit inclure les acteurs de la région, car la stabilité en Irak ne sera guère favorisée si la Syrie et l'Iran deviennent isolés et plus instables.

Monsieur le Président,

Les zones de conflit que je viens d'évoquer ont de nombreux points communs.

Tout d'abord, l'importance des structures étatiques – et le grand danger d'instabilité qui menace lorsque ces structures font défaut.

Deuxièmement, le besoin de nouer un dialogue aussi bien au sein du pays qu'au-delà des frontières, et l'importance de mener une politique d'engagement qui combine la fermeté avec la capacité et la volonté d'engager les Etats et les groupes politiques, sociaux et religieux dans un processus politique de résolution des problèmes. Et non de les laisser en dehors.

Troisième point commun : ces conflits nous concernent. Ils ont une incidence sur notre sécurité et notre bien-être. Non seulement parce que nous sommes concernés par l'injustice et la souffrance. Mais aussi parce que nous sommes tributaires de la paix et de la sécurité dans ces régions lointaines pour pouvoir être en sécurité chez nous. En même temps, il est paradoxal que des expressions comme « chez nous » et « lointain » n'aient plus guère de sens dans une perspective politique mondiale.

C'est pourquoi le rôle de la Norvège en tant que nation de paix tient une place aussi importante dans notre programme politique. Nous renforçons nos efforts pour prévenir, atténuer et résoudre les conflits. Il ne s'agit pas de nous engager au-delà de nos capacités, mais la Norvège dispose d'atouts et d'expérience, et a acquis une compétence que nous sommes prêts à mettre à disposition.

Je suis très attaché au débat public que suscitent nos initiatives de paix. Comme une grande partie de notre action est un travail précurseur, nous sommes ouverts aux critiques. Nous devons être réalistes, et ne nous faire aucune illusion. Les défis auxquels nous sommes confrontés dans nos efforts de paix sont considérables. Notre politique étrangère doit cependant reposer sur une vision et des idéaux. Nous devons saisir les opportunités qui se présentent et être capables de les resituer dans une perspective plus large, tout en apprenant à mieux les exploiter.

Le quatrième point commun que j'aimerais souligner est l'engagement. L'isolement et le boycott s'avèrent des outils de moins en moins efficaces en politique étrangère. Car les conflits ne peuvent être circonscrits. Ils ont plutôt tendance à s'étendre. Sauf si nous nous engageons.

L'impression que nous donne l'actualité mondiale est que le potentiel de conflit et de tension entre le « monde occidental » et le « monde musulman » va en s'accroissant. Des forces extrémistes, de division et de destruction, captent beaucoup l'attention, mais il existe aussi des forces de conciliation, probablement majoritaires. Ces forces-là méritent d'être soutenues.

Les Etats et les groupes qui emploient des méthodes terroristes et coupent les ponts, qu'il s'agisse d'extrémistes religieux, nationalistes ou politiques, doivent être traités avec fermeté. Les Etats ont le droit et l'obligation de se défendre, le problème est de savoir comment il faut s'y prendre. Encore une fois, la tâche ne saurait se borner à une réaction militaire. Ce n'est

qu'en freinant le recrutement des groupes extrémistes que nous pourrons, en tant qu'Etats, l'emporter sur le long terme.

Pour ce faire, des actions militaires sont nécessaires, mais elles peuvent s'avérer néfastes si elles tuent sans distinction, si elles sont perçues comme une intrusion ou poussent des recrues potentielles vers l'extrémisme. Une stratégie politique et économique est également indispensable. Dans le monde d'aujourd'hui, les acteurs importants ne sont pas seulement les Etats, mais aussi les groupes politiques, sociaux et religieux. Il n'est pas possible de les exclure.

Il est inquiétant, Monsieur le Président, qu'autant de questions se trouvent reléguées au second plan du fait de la guerre contre le terrorisme :

- le désarmement – qui doit être envisagé dans le contexte de la non-prolifération ;
- la consolidation de la démocratie – qui implique le renforcement de la société civile, une large participation et l'établissement d'institutions démocratiques ;
- et les droits de l'homme – qu'il nous faut défendre dans nos efforts pour préserver la dignité humaine, combattre la peine de mort et lutter pour les droits de la femme et de l'enfant, au travers de notre participation active au sein de l'ONU, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et d'autres institutions multilatérales. Vu l'évolution du monde, l'attention portée à ces dimensions ne doit pas se relâcher, bien au contraire.

Monsieur le Président,

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se retrouveront ici à Oslo dans deux mois. Outre l'Afghanistan, le Kosovo sera l'un des principaux thèmes de discussion.

Nous retrouvons trace dans cette région des caractéristiques communes des conflits que j'ai évoquées tout à l'heure : tensions culturelles et religieuses, fragilité des structures au lendemain des guerres et des conflits, et nécessité de faire participer divers groupes aux processus politiques.

La Norvège soutient le travail effectué par l'envoyé spécial Martti Ahtisaari. Deux semaines ont passé depuis qu'il a présenté aux différentes parties sa proposition de futur statut pour le Kosovo. Il va maintenant ouvrir une série de consultations avec ces parties avant de présenter son plan final au Conseil de sécurité de l'ONU. Il sera ensuite important que le Conseil puisse adopter une résolution qui reflète ce plan et que les parties fassent le nécessaire afin que la solution soit concrètement mise en œuvre.

L'accord sur le statut du Kosovo doit sauvegarder les intérêts de la minorité. L'objectif doit être que la population toute entière puisse préserver sa sécurité et décider de l'orientation à donner à son évolution politique. Pour atteindre cet objectif, nous devons contribuer à créer des conditions propices à une croissance économique à long terme et aux réformes des institutions. Mais il faut aussi que la population et ses dirigeants manifestent une volonté de réconciliation et montrent clairement qu'ils n'entendent plus avoir recours à la violence.

Monsieur le Président,

J'aimerais maintenant me tourner vers le Grand Nord.

S'agissant des « intérêts de la Norvège » au sens traditionnel, nous constatons que les plus importants se situent souvent dans nos régions septentrionales.

Nous disposons là en effet de ressources naturelles considérables et de partenaires et alliés majeurs. Nous y possédons de vastes zones maritimes et des frontières avec les eaux internationales et les Etats voisins. La sécurité, le bien-être et le développement de la Norvège dépendent en grande partie de cette région septentrionale – aujourd'hui comme dans le futur.

C'est pourquoi la région du Grand Nord représente le domaine d'action prioritaire du gouvernement en matière de politique étrangère.

La politique de la Norvège dans le Grand Nord continuera d'être lisible. Notre stratégie sera axée sur la présence, l'activité et les connaissances.

La stratégie du gouvernement pour le Grand Nord, qui a été présentée à Tromsø le 1^{er} décembre 2006, donne un aperçu global des priorités et des ambitions de la Norvège. Le budget pour les initiatives dans cette région a été augmenté de 270 millions de NOK. La mise en œuvre de cette stratégie figurera au premier plan dans l'agenda du gouvernement.

Cette priorité ne porte pas uniquement sur les prochaines années ou sur cette législature, mais concerne plusieurs générations. Le gouvernement sera un initiateur et un animateur, il invitera des acteurs publics et privés, norvégiens et internationaux, à se joindre à nos efforts.

Une part importante de notre politique dans le Grand Nord consiste à assumer nos obligations et nos responsabilités et à exercer nos droits en tant qu'Etat côtier. Certains aspects de cette tâche, auxquels nous consacrons des ressources et un temps considérables, intéressent souvent assez peu le public, mais ils méritent absolument d'être évoqués.

Il est essentiel que la politique de la Norvège s'inscrive dans le cadre juridique existant, reconnu par la communauté internationale, pour qu'elle puisse exercer son autorité d'une manière cohérente et prévisible, aisément lisible par les autres pays. Ce point est particulièrement important lorsque plusieurs pays manifestent un intérêt pour le Grand Nord – et indiquent qu'ils y ont des intérêts.

L'année dernière, un accord a été trouvé sur la limite extérieure du plateau continental de la Norvège et sur les zones de 200 milles dans l'immense espace maritime compris entre le Svalbard et le Groenland. Nous avons signé un accord avec l'Islande et le Danemark/les îles Féroé sur la délimitation du plateau continental au-delà des 200 milles marins, dans l'enclave internationale de la mer de Norvège. Il s'agit là d'une avancée cruciale.

Cela signifie que toutes les limites importantes qui restaient à définir dans les zones maritimes occidentales sont maintenant tracées.

Nous accordons une grande importance aux négociations avec la Russie sur la délimitation du plateau continental et des zones maritimes en mer de Barents. Une solution profiterait aux deux pays et créerait un potentiel considérable de coopération, en particulier dans le secteur pétrolier, dans une zone qui est aujourd'hui litigieuse. Le processus avance ; par petits pas, certes, mais ils ne sont pas insignifiants.

Les deux parties tentent de trouver une solution globale qui préserve des intérêts importants dans les domaines de la pêche et de l'énergie. En même temps, nous tenons à ce qu'un accord global soit perçu comme juste et raisonnable eu égard aux critères énoncés dans le droit de la mer. Le développement du droit de la mer a progressivement permis de clarifier les facteurs qu'il convient de privilégier à cet égard.

Conformément à nos obligations en vertu du droit de la mer, la Norvège a présenté à l'automne dernier des données concernant les limites extérieures de son plateau continental, montrant que cette partie du plateau continental qui s'étend au-delà de la zone des 200 milles couvre une superficie de près de 250 000 kilomètres carrés dans le Grand Nord. Ces données seront examinées par la Commission internationale des limites du plateau continental. Les experts scientifiques et techniques de cette commission évaluent la validité des données et des analyses soumises par les Etats côtiers sur la base des critères énoncés dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La Commission ne va pas tarder à se pencher sur la documentation remise et à émettre ses recommandations, qui permettront de déterminer l'étendue du plateau continental norvégien au-delà de la zone des 200 milles.

J'aimerais également dire quelques mots sur l'accord relatif à la gestion du stock de hareng norvégien à frai printanier qui a été conclu entre les cinq parties concernées le 18 janvier dernier. Il accorde légitimement à la Norvège une part plus grande du total autorisé de capture (TAC) pour ce stock. Il était important que l'accord reflète mieux qu'avant le lien zonal du stock, tant pour l'industrie norvégienne de la pêche que sur le plan du principe.

J'aimerais cependant souligner que cet accord nous a aussi permis de garantir dans nos zones maritimes une gestion saine de tous les stocks de poissons qui migrent aussi dans les eaux des enclaves internationales de la mer de Barents et de la mer de Norvège. Il s'agit là d'une avancée non négligeable pour une bonne gestion des ressources biologiques, conforme aux principes de l'accord de l'ONU sur la pêche en haute mer. C'est également une étape importante dans les efforts pour combattre la pêche illicite, non réglementée et non déclarée ainsi que d'autres infractions écologiques en mer, qui comptent parmi les défis les plus graves touchant nos zones limitrophes.

Les Forces armées norvégiennes et la Garde côtière norvégienne ont à cet égard un rôle important à jouer, par leur surveillance continue et l'exercice de l'autorité de l'Etat dans ces zones.

La recherche, l'éducation et les compétences sont indispensables dans le nord. La Norvège doit donner l'image d'un pays qui gère ses zones maritimes sur la base de connaissances scientifiques et du principe de précaution. Le plan de gestion intégrée pour la mer de Barents et les zones maritimes au large des îles Lofoten s'inscrit ainsi dans notre tradition de saine gestion.

Monsieur le Président,

Nos relations avec la Russie représentent la dimension bilatérale majeure de notre stratégie dans le Grand Nord. Notre politique à l'égard de la Russie est fondée sur nos intérêts et sur la coopération. Elle est à la fois ferme et pragmatique. Plusieurs des défis présents dans le nord, notamment ceux qui ont trait à l'environnement, au sauvetage et à la préparation aux situations d'urgence, ainsi qu'à la gestion des ressources, ne peuvent être relevés qu'avec la participation de la Russie et au travers d'une coopération entre la Russie et la Norvège.

En même temps, notre dialogue avec la Russie doit être franc et sans équivoque en ce qui concerne notre vision des principes de la primauté du droit, des droits de l'homme et des droits politiques. Ceci est nécessaire à un moment où des tendances autoritaires inquiétantes et une détérioration des conditions faites à la presse et aux ONG se font jour en Russie. Nous ne manquons pas d'en parler.

Dans notre coopération dans le Grand Nord, des progrès substantiels ont été réalisés grâce à des mesures pour faciliter le passage des frontières, aux nombreuses initiatives prises dans le cadre de la coopération de Barents, aux projets de coopération de plus en plus nombreux, notamment en matière de recherche et d'éducation, et enfin aux contacts de plus en plus fréquents entre les populations. Des complications surviennent parfois, par exemple pour l'exportation du poisson norvégien, où des défis persistent et où nous savons par expérience qu'il faut des efforts et de la patience pour parvenir à des solutions.

Nous souhaitons aujourd'hui avancer plus encore dans le Grand Nord. Nous voulons nouer un dialogue avec la Russie pour une coopération plus étroite de part et d'autre de la frontière afin d'exploiter les opportunités que les futures activités pétrolières en mer de Barents pourraient offrir aux activités terrestres. Aujourd'hui, cette bande côtière possède une infrastructure d'un autre âge. Au printemps prochain, nous présenterons nos idées sur le développement de la coopération dans cette région, qui devra profondément évoluer dans les années à venir.

L'énergie est un axe moteur des activités dans le Grand Nord. Il appartient à la Norvège comme à la Russie d'exploiter ces possibilités d'une manière raisonnable et durable. Les projets pétroliers tels que Snøhvit et Shtokman illustrent bien les défis inhérents aux activités et à la coopération en mer de Barents.

Encore une fois, la patience et une perspective de long terme sont essentiels, tant pour les autorités que pour les sociétés.

Monsieur le Président,

Les questions énergétiques ont pris une dimension diplomatique depuis que l'approvisionnement et la sécurité énergétiques occupent une place de premier plan dans les relations internationales.

En même temps, la dimension environnementale de la politique énergétique prend une importance croissante. Le pétrole et le gaz sont en effet à l'origine d'une part considérable des émissions de gaz à effet de serre. Et les répercussions sur le changement climatique mondial se manifestent plus rapidement dans le Grand Nord. Les images de la réduction des glaces parlent d'elles-mêmes. Une bonne politique climatique est aussi une saine politique de sécurité énergétique.

Quelles sont les implications pour la Norvège de cette évolution dans le Grand Nord ? J'aimerais mettre en relief trois aspects.

Premièrement, l'attention croissante portée par la communauté internationale aux évolutions sur le plateau continental norvégien. Bien que l'ère des gisements géants soit sans doute révolue, la présence de réserves pétrolières et gazières encore considérables, conjuguée à notre fiabilité et à notre prévisibilité, feront de la Norvège un partenaire recherché par les pays

importateurs en Europe. L'intérêt porté à nos zones maritimes n'est pas prêt de faiblir – bien au contraire.

Deuxièmement, l'intérêt croissant que la communauté internationale attache aux solutions écologiques et aux innovations techniques utilisées sur le plateau continental norvégien et dans l'industrie pétrolière norvégienne. Le fait que les opérations sur ce plateau soient les moins consommatrices d'énergie et les plus respectueuses de l'environnement au monde est un facteur important aux yeux des pays importateurs qui souhaitent mener une politique climatique progressiste.

Troisièmement, le besoin accru d'un dialogue étroit et fécond entre pays producteurs et pays consommateurs. Dans une relation de dépendance mutuelle, le pays producteur cherche à assurer la sécurité de ses livraisons et le pays consommateur souhaite garantir la sécurité de ses approvisionnements. L'ouverture et la transparence sont nécessaires pour que les marchés énergétiques mondiaux fonctionnent correctement.

D'autre part, la transparence des flux de revenus provenant de l'extraction de pétrole, de gaz et de minéraux concourt au développement et à la stabilité. Nous y contribuons par notre soutien à l'Initiative de transparence des industries extractives (EITI) et par l'établissement du secrétariat de l'EITI à Oslo.

En résumé, la Norvège a des intérêts majeurs à sauvegarder, à l'interface entre politique étrangère, politique énergétique et politique climatique. L'évolution de la Norvège comme nation énergétique, l'importance des connaissances et de la recherche dans ces domaines politiques clés, en particulier dans le nord, et le problème crucial du changement climatique sont autant de facteurs qui modifient l'image de la Norvège par rapport à celle d'il y a 10 ou 20 ans. Notre personnalité en tant qu'Etat est en train de changer.

Nos exportations de gaz vers l'Europe sont susceptibles d'augmenter d'environ 50% d'ici 2012, ce qui les placerait au même niveau que les exportations de la Russie vers l'Europe. A partir de l'automne prochain, le gaz de Snøhvit sera exporté vers les Etats-Unis. Nos ressources en hydrocarbures sont considérables, mais nous possédons aussi une technologie et des connaissances qui peuvent représenter une contribution décisive aux efforts internationaux pour relever les défis climatiques.

Notre industrie énergétique conquiert aujourd'hui de nouveaux marchés, dans des pays avec lesquels nous n'avons pas forcément de longues traditions commerciales : ce sont fréquemment des pays en développement, avec des régimes politiques souvent très différents du nôtre.

Toutes ces évolutions ne seront pas sans conséquence sur la façon dont nous défendons les intérêts de la Norvège. Notre manière d'agir en tant qu'exportateur de gaz et de pétrole n'en sera pas modifiée pour autant. La prévisibilité, soutenue par un cadre réglementaire bien défini, nous paraît un principe crucial. Nous exercerons notre rôle de gros fournisseur de pétrole et de gaz aux conditions du marché. Nous continuerons de rechercher des débouchés et des opportunités commerciales fondées sur des conditions durables et établies de manière démocratique.

En même temps, il est indispensable de s'appuyer sur une vision d'ensemble, où l'énergie et le climat sont des dimensions clés, en particulier pour nos efforts dans le Grand Nord. C'est la

raison pour laquelle l'administration publique, notamment le ministère des Affaires étrangères, est en train de renforcer notre capacité dans ce domaine. Il nous faut également avoir à l'esprit que la politique du Grand Nord concerne aussi les activités terrestres, les conditions de l'agriculture arctique et les ressources génétiques.

Monsieur le Président,

Le cadre de la politique étrangère change et se transforme. Il faut nous demander si nous sommes capables d'apprécier pleinement les implications de ce changement.

La signification de notre appartenance à l'Alliance atlantique change en l'absence de guerre froide. Nous sommes confrontés, avec nos alliés, à de nouveaux défis en matière de sécurité. Les alliances et les institutions internationales se modifient, et de grandes puissances asiatiques comme la Chine et l'Inde pénètrent rapidement sur la scène internationale, avec une légitime assurance.

L'UE s'est élargie. Elle devient plus intégrée, plus orientée, mais il lui reste des tâches difficiles à mener, aussi bien en termes d'approfondissement des relations internes qu'en termes d'expansion future, par exemple vers la Turquie. En tant que super-puissance, les Etats-Unis ont un rôle différent de celui qui fut le leur pendant la guerre froide. La lutte contre le terrorisme international a suscité de nouvelles alliances, tracé de nouvelles lignes de démarcation.

Le rôle de la religion en politique étrangère – l'exercice de la religion soit comme gardien contre les autres, soit au contraire comme instrument de paix – prend de plus en plus d'ampleur, de même que de ce fait les questions liées à l'identité, à la liberté du culte, à la liberté d'expression, à la discrimination et à la tolérance. Le ministère des Affaires étrangères élargit actuellement ses contacts avec les organisations et les chefs religieux, en Norvège et à l'étranger. Les dimensions de la culture, de l'identité et de la diplomatie publique ont également été renforcées dans la politique étrangère norvégienne.

Nous avons réussi à nouer un large dialogue sur la responsabilité sociale avec les entreprises, les ONG et les centres d'expertise, axé sur les droits de l'homme, l'environnement et la lutte contre la corruption. La conférence internationale sur la responsabilité sociale qui se tiendra à Oslo le mois prochain est un exemple de la coopération plus étroite établie avec les entreprises norvégiennes dans ces domaines.

Enfin, Monsieur le Président, il y a une évolution internationale qui présente une importance particulière pour la Norvège. Le multilatéralisme, que nous avons connu depuis l'établissement de l'ONU et des institutions de Bretton Woods au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, prend en effet de nouvelles formes, il englobe davantage d'acteurs et suscite de nouvelles alliances et de nouveaux réseaux.

L'existence d'un ordre mondial prévisible présidé par l'ONU, bénéficiant d'un soutien multilatéral, revêt une importance particulière pour la Norvège. Le gouvernement contribue, notamment par la participation du premier ministre Stoltenberg au panel sur la réforme de l'ONU, à un processus indispensable pour moderniser cette organisation et la rendre plus efficace. La proposition d'une « ONU unique » au niveau des pays, préconisée depuis de nombreuses années par la Norvège et les autres pays nordiques, est actuellement, suite à la recommandation du panel, testée dans huit pays pilotes. La Norvège contribuera par un

soutien politique et économique à ces projets importants, destinés à établir un programme commun à toute la famille de l'ONU, financé sur un budget commun.

Il est également important que chaque Etat membre coordonne mieux ses positions au sein des nombreuses institutions de l'ONU. Il arrive aujourd'hui qu'un pays présente un point de vue dans certaines instances de l'ONU et un autre point de vue dans d'autres. Et ce besoin d'une meilleure coordination est un défi qui nous concerne tout autant.

Au moment où la direction de l'organisation mondiale change, l'engagement solide de la Norvège, son soutien au secrétaire général et son attachement aux réformes seront plus essentiels que jamais. Les efforts pour mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU visant à assurer la participation des femmes aux processus de paix et à la reconstruction après les conflits occupent une place centrale dans le travail de la Norvège et dans beaucoup de domaines que j'ai évoqués aujourd'hui.

Il est vital que les instances de décision internationales soient plus à même de relever les grands défis planétaires d'aujourd'hui ; ceci est vrai pour l'ONU, l'OMC, les nombreuses agences spécialisées de l'ONU et d'autres organismes. Des réponses politiques doivent en effet être élaborées pour ne pas laisser le champ libre aux forces du marché. Des structures de coopération et de consultation, capables de prendre des décisions concernant plusieurs pays, doivent être créées tant au niveau régional que mondial.

Les fardeaux communs qui pèsent sur la communauté internationale doivent aujourd'hui être pris en charge par des structures internationales décisionnaires.

Parallèlement à ce travail au sein des institutions multilatérales, il est nécessaire d'initier une coopération qui donne des impulsions nouvelles, procure une plus grande dynamique et qui ait des répercussions dans plusieurs secteurs.

Permettez-moi, pour conclure, de citer cinq exemples portant sur les domaines et outils d'une telle coopération – des exemples qui illustrent comment les perspectives de politique étrangère changent et comment la Norvège tisse de nouveaux réseaux.

Premièrement, la santé. Peu de facteurs ont une incidence aussi fondamentale sur la vie humaine et le développement de la société. Les questions de santé relèvent souvent directement de la politique étrangère, par exemple dans les zones de conflit, lors d'épidémies ou pour instaurer un climat de confiance dans une coopération qui dépasse les antagonismes. La France et la Norvège ont pris l'initiative de nouer un dialogue plus étroit ; avec un groupe de pays de toutes les régions, elles présenteront au printemps prochain des propositions en vue de renforcer la place des questions de santé sur l'agenda politique international.

J'aimerais souligner à cet égard le soutien de la Norvège en faveur de la prévention du VIH/SIDA, du paludisme et d'autres maladies, notamment à travers des programmes internationaux de vaccination, tels que l'Alliance GAVI qui œuvre pour la vaccination de tous les enfants du monde, et à travers nos efforts accrus pour atteindre l'Objectif de développement du millénaire de l'ONU visant à réduire de deux tiers la mortalité infantile d'ici 2015. Depuis sa création en 2000, l'Alliance GAVI a permis d'éviter quelque 2,3 millions de morts, principalement parmi les enfants, en particulier dans les pays pauvres. Ce résultat parle de lui-même : il a empêché des souffrances et jeté les bases du développement.

Deuxièmement, le changement climatique. Les enjeux climatiques nécessitent une démarche de politique étrangère innovante. Les négociations multilatérales sur le climat ne progressent pas assez vite. Le protocole de Kyoto couvre 30% seulement des émissions de gaz à effet de serre. Il doit intégrer davantage d'acteurs et la trame des accords doit être renforcée et élargie. La Norvège remplira ses obligations climatiques. Mais il faut aller plus loin : il faut aborder les questions climatiques dans nos relations bilatérales, et nouer de nouvelles alliances pour produire une dynamique plus grande. L'an dernier, le gouvernement a initié une coopération climatique avec l'Inde. Cette année, nous prendrons de nouvelles initiatives pour promouvoir des mesures en faveur de l'environnement et du climat auprès d'autres acteurs clés.

Troisièmement, les droits de l'homme et le droit humanitaire. Le gouvernement a lancé un processus international visant à interdire les sous-munitions qui causent des souffrances humanitaires inadmissibles et entravent le développement. Des Etats ainsi que des organisations ont été invités à une conférence à Oslo la semaine prochaine dans le but de favoriser une coopération transrégionale et d'imprimer une nouvelle dynamique multilatérale aux efforts pour instaurer un moratoire sur ces sous-munitions. Ce qui s'est avéré possible pour les mines antipersonnel devrait l'être encore aujourd'hui, en s'appuyant sur le rôle crucial joué par les ONG.

Quatrièmement, le commerce et l'OMC. Les contacts entre des pays majeurs de l'OMC se sont intensifiés depuis l'été dernier, en particulier depuis le début de l'année. La Norvège a pris une part active à ce processus en réunissant cinq autres pays membres – Canada, Chili, Indonésie, Kenya et Nouvelle-Zélande – afin de discuter comment contribuer ensemble à la reprise de véritables négociations. Il est primordial pour nous tous que les négociations de l'OMC soient un succès, en privilégiant les intérêts et les besoins des pays en développement. Notre participation à ce groupe nous a également donné accès à un nouveau réseau et à de nouvelles connaissances.

Cinquièmement, le désarmement et la non-prolifération. La Norvège joue un rôle moteur dans l'initiative des Sept, une excellente initiative de mon prédécesseur, destinée à fixer de nouvelles priorités réalistes pour faire progresser la question du désarmement nucléaire – une question aussi cruciale aujourd'hui qu'hier. Cette tâche est particulièrement importante dans le cadre du lancement en avril prochain des travaux internationaux en vue de la Conférence chargée d'examiner en 2010 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La Norvège essaiera d'ouvrir la voie.

Monsieur le Président,

Ces changements dans les perspectives de la politique étrangère, tant au niveau national qu'international, ont tous pour toile de fond ce qu'on appelle généralement la « mondialisation », qui a été l'un des thèmes principaux de ma déclaration. Le reste du monde se rapproche de nous.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a pris l'initiative d'une vaste étude que le ministère des Affaires Etrangères a provisoirement intitulée Les intérêts de la Norvège dans un monde globalisé. La dernière fois que nous avons mené une étude de cette ampleur remonte à 1989. Bien des choses ont changé depuis.

L'objet de ce projet est de susciter une réflexion et un large débat sur la meilleure façon pour la Norvège de promouvoir ses intérêts, ses objectifs et ses visions dans un cadre international changeant. Le projet doit être participatif. Une meilleure compréhension nous donnera une perspective plus large et plus précise.

Ce projet a trois grands objectifs.

Nous voulons favoriser un débat sur la manière dont nous percevons nos intérêts et nos objectifs en matière de politique étrangère. Quels sont nos intérêts majeurs ? Quels sont nos objectifs ? Comment établir au mieux des priorités entre ceux-ci ?

Nous voulons aussi mettre en avant de nouvelles questions qui nous touchent directement – ces questions que j'ai abordées aujourd'hui. Comment la politique étrangère doit-elle être utilisée pour répondre aux opportunités et aux défis dans ces domaines ?

On en vient enfin aux outils. Comment promouvoir au mieux nos principaux objectifs de politique étrangère ? Comment aborder des alliances et des institutions internationales qui changent, comment appréhender les différents acteurs, réseaux et contextes, qu'ils soient nouveaux ou non ?

Le gouvernement invite la Norvège politique, les organisations, les instituts de recherche et tous ceux qui s'intéressent aux questions de société à un vaste dialogue dans le but d'instaurer une compréhension accrue et approfondie de la politique étrangère. Le gouvernement entend présenter les résultats de cette démarche au Storting avant la fin de cette législature.

Traditionnellement, la Norvège a toujours défini sa politique étrangère sur la base d'un large consensus. Des consultations et un accord entre toutes les parties sur les grandes lignes de cette politique ont été la règle, ce qui nous paraît extrêmement précieux.

Mais le débat politique peut encore être renforcé, et il convient à cet égard de ne pas faire de distinction artificielle entre débat sur la politique étrangère et débat de politique générale. Il ne faut pas avoir peur de discuter davantage et d'avoir un débat plus poussé sur la politique étrangère.

Car sans discussion ni débat, un engagement solide est impossible.